

JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

[Imprimer](#)

MINISTERE DE LA FAMILLE DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ ET DE LA MICROFINANCE

ARRETE MINISTERIEL n° 4861 MFEFMMF-DMF en date du 6 juin 2008

ARRETE MINISTERIEL n° 4861 MFEFMMF-DMF en date du 6 juin 2008 portant création, organisation et fonctionnement de la Cellule d'Exécution du programme d'Appui à la lettre de politique sectorielle Micro finance.

Article premier. - Il est créé au sein et sous la tutelle du Ministère chargé de la Micro finance, une Cellule d'Exécution du Projet d'Appui à la lettre de politique sectorielle Micro finance (CEP-LPS/MF).

Art. 2. - La Cellule d'Exécution du Projet d'Appui à la LPS a comme ancrage institutionnel, la Direction de la Micro finance (DMF) du Ministère chargé de la Micro finance.

Art. 3. - Le but de la Cellule d'Exécution du Projet d'Appui à la LPS, est de favoriser l'accès à des services de Micro finance viables et durables à une majorité de ménages pauvres ou à faible revenus et des Micro-entrepreneurs sur l'ensemble du territoire d'ici 2015, grâce à des IMFs viables s'intégrant dans le Système Financier National. L'accès accru et pérenne aux services financiers contribuera à la réduction de la pauvreté et à la promotion de l'emploi.

Art. 4. - Les objectifs principaux de la Cellule d'Exécution du Programme d'Appui à la LPS sont :

- ▶ le renforcement du cadre légal et institutionnel du secteur de la Micro finance ;
- ▶ le développement d'une offre viable et pérenne de produits et services adaptés, diversifiés et en augmentation, notamment dans les zones non encore couvertes par des IMPs professionnelles ;
- ▶ le renforcement des relations entre IMFs et les banques et autres Fonds d'Investissement, en vue d'une intégration progressive des marchés financiers.

Art. 5. - Les activités de la Cellule sont menées à travers l'unité d'appui à la Lettre de Politique Sectorielle Microfinance.

Art. 6. - La Cellule est financée par le Programme des Nations unies pour le Développement, l'Agence Canadienne de Développement International, le Fonds d'Equipeement des Nations unies et l'Etat du Sénégal.

Art. 7. - La coordinatin opérationnelle de la Cellule d'Exécution du Projet d'Appui à la LPS est assurée par un coordonnateur, Directeur de la Microfinance, qui est le responsable de la gestion administrative et financière de la Cellule.

Art. 8. - La Cellule d'Exécution du Programme d'Appui à la LPS comprend en outre :

- ▶ un conseiller technique national ;
- ▶ un expert national chargé de programme ;
- ▶ un responsable administratif et Financier ;
- ▶ et du personnel d'appui administratif.

Organisation et fonctionnement de la Cellule d'Exécution du Projet d'Appui à la LPS.

Art. 9. - Aux fins d'exécution du Projet, la CEP sera autorisée à ouvrir des comptes bancaires auprès d'une institution de la place pour y domicilier, respectivement, les fonds reçus du PNUD et de l'Etat du Sénégal, au titre de sa participation au financement de la CEP.

Art. 10. - Tous les comptes bancaires seront mouvementés par une double signature du Coordonnateur (ou son suppléant) et du Responsable Administratif et Financier.

Art. 11. - A la fin de chaque exercice, conformément aux dispositions des Accords conclus avec le PNUD, la CEP consolide les états financiers élaborés en vue de l'Audit annuel des comptes de la Cellule aussi bien sur ressources extérieures que sur celles apportées par l'Etat Sénégalais

Art. 12. - Pour ce qui n'est pas stipulé dans le présent arrêté, les dispositions de l'Accord entre l'Etat du Sénégal et le PNUD serviront de référence.

Art. 13. - Le Présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré publié et communiqué partout où besoin sera.

<http://www.jo.gouv.sn>